



## TD Economics

8 avril 2014

### Résultats des élections 2014 au Québec : Le Parti libéral du Québec revient au pouvoir en tant que gouvernement majoritaire

- Le Parti libéral du Québec (PLQ), d'allégeance fédéraliste, dirigé par le Dr Philippe Couillard a remporté 70 sièges, une majorité des 125 sièges disputés. Le Parti Québécois (PQ), ayant obtenu 30 sièges, formera l'opposition officielle. La Coalition Avenir Québec (CAQ), avec 22 sièges, et Québec solidaire (QS), avec 3 sièges, compléteront l'Assemblée nationale.
- Les marchés financiers devraient accueillir ce résultat positivement. Il élimine complètement le risque d'un autre référendum sur la souveraineté, du moins au cours des quatre prochaines années. En outre, l'élection d'un gouvernement bénéficiant d'une solide majorité augmente la certitude entourant les politiques du gouvernement puisque les budgets et autres éléments législatifs importants pourront être adoptés sans le soutien des partis d'opposition.
- Voici quelques faits saillants de la plateforme du PLQ :
  - Le parti prévoit un déficit budgétaire de 1,42 milliard de dollars pour l'exercice 2014-2015 (le PQ anticipait un déficit de 1,75 milliard de dollars lors du dépôt de son budget provincial 2014), et maintient l'engagement du gouvernement précédent en ce qui a trait à l'élimination du déficit d'ici l'exercice 2015-2016. Par la suite, le surplus sera affecté de la façon suivante : le versement d'une contribution au Fonds des générations, puis une répartition à parts égales des sommes restantes en vue d'une réduction de la dette provinciale et d'une diminution du fardeau fiscal.
  - La croissance globale des dépenses sera limitée à moins de 3 % en réduisant de 1,3 milliard de dollars les dépenses discrétionnaires au cours des deux prochains exercices. Les dépenses en santé augmenteront de 4 % par année et celles en éducation de 3,5 %. Le parti a aussi mis l'accent sur son désir d'augmenter les dépenses en infrastructures à court terme.
  - Une réforme fiscale visant à augmenter les incitatifs au travail et à l'investissement (tant pour les ménages que pour le secteur privé) sans répercussions sur la marge de manœuvre du gouvernement. Les détails relatifs à la mise en œuvre de cette mesure n'ont pas été précisés pour l'instant. La mise en place d'un crédit à la rénovation domiciliaire a aussi attiré l'attention lors de la campagne électorale.
  - Le PLQ vise la création nette de 250 000 emplois sur les cinq prochaines années, soit 50 000 par année. Cela représenterait une augmentation comparativement à la moyenne de 41 000 emplois au cours des dix dernières années, et de 30 000 emplois au cours des cinq dernières années.
  - Le PLQ n'appliquera pas l'augmentation de 7 \$ à 9 \$ du tarif quotidien en CPE d'ici septembre 2015 proposée par le PQ lors de son budget publié en février. Le parti indexera plutôt le tarif à l'inflation dès janvier 2015.
- Les Services économiques TD prévoient une accélération modérée de la croissance du PIB réel du Québec, qui devrait s'établir à 1,9 % en 2014 et à 2,3 % en 2015, dans la foulée de l'embellie de l'économie américaine. Étant donné les importants défis économiques et budgétaires qui attendent le nouveau gouvernement, nous n'avons pas ajusté nos prévisions à la suite du résultat des élections. Cela dit, si la confiance des entreprises et des investisseurs envers la province devait s'améliorer, les risques entourant nos prévisions seraient haussiers. Une augmentation des dépenses en infrastructures pourrait appuyer la croissance économique à court terme, bien

que cela se ferait aux dépens d'une dette provinciale déjà élevée. La réforme fiscale pourrait aussi soutenir la croissance à plus long terme, mais des plans concrets seront nécessaires avant que nous puissions évaluer les retombées économiques potentielles de ces mesures.

**Sonny Scarfone, Analyste économique**  
**416-944-5069**

**DISCLAIMER**

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD. Il est produit à des fins informatives et éducatives seulement à la date de rédaction, et peut ne pas convenir à d'autres fins. Les points de vue et les opinions qui y sont exprimés peuvent changer en tout temps selon les conditions du marché ou autres, et les prévisions peuvent ne pas se réaliser. Ce rapport ne doit pas servir de source de conseils ou de recommandations de placement, ne constitue pas une sollicitation d'achat ou de vente de titres, et ne doit pas être considéré comme une source de conseils juridiques, fiscaux ou de placement précis. Il ne vise pas à communiquer des renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans ce rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, ce rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs, et sont sujettes à des risques et à des incertitudes intrinsèques. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et entités apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.